



LES ACTES  
DE  
L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE  
DU  
CONSEIL INTERNATIONAL  
DES RADIOS-TÉLÉVISIONS  
D'EXPRESSION FRANÇAISE

Montréal, du 19 au 23 juin 1978





## ALLOCATION

### SOMMAIRE

prononcée par Monsieur Raymond Lévesque,  
vice-président et directeur général  
de la Radiodiffusion française de  
Québec

Allocution de bienvenue -----	page 1
Exposé sur le concept d'ensemble -----	5
Procès-verbal des décisions de l'assemblée constituante -----	10
Liste des 31 organismes qui ont adhéré le 21 juin 1978 -----	13
Résolution acceptant d'office les organismes admissibles -----	15
Résolution sur le choix du commissaire aux comptes -----	16
Résolution sur le maintien provisoire du secrétariat à Montréal -----	17
Résolution ayant trait aux projets spécifiques -----	18
Résolution pour remercier les organisateurs de l'assemblée constituante -----	19
Communiqué final de l'assemblée constituante -----	20
Liste des participants -----	22
Liste des observateurs -----	29
Liste des délégués spéciaux des organismes-hôtes -----	30
Secrétariat de l'assemblée constituante -----	32





ALLOCUTION

DE BIENVENUE

prononcée par Monsieur Raymond David, vice-président et directeur général de la Radiodiffusion française de Radio-Canada et coprésident du CIRTEF

Chers délégués, bienvenue à Montréal!

La Société Radio-Canada et l'Office de radio-télévision du Québec sont honorés de recevoir de nouveau cette année, à l'occasion de l'assemblée constituante du Conseil international des radios-télévisions d'expression française, les responsables des organismes de radiodiffusion qui ont répondu à l'invitation adressée à toutes les radios-télévisions qui font usage du français.

Nous sommes particulièrement heureux, mon collègue Yves Labonté et moi-même, de revoir à Montréal ceux qui ont participé au fructueux colloque de juin 1977. Nous accueillons aussi avec grand plaisir les nouveaux délégués. Nous sommes sûrs que ces derniers porteront aux travaux du CIRTEF tout autant d'intérêt que les premiers.

Nous voulons par ailleurs remercier les membres du Bureau provisoire de l'honneur qu'ils nous ont fait et de la confiance qu'ils nous ont témoignée en choisissant Montréal comme lieu de cette rencontre.

Au cas où certains d'entre vous ne les connaîtraient pas tous, permettez-moi de vous présenter les membres de ce Bureau:

- Monsieur Yves Labonté, président-directeur général de l'Office de radio-télévision du Québec, qui a assuré avec moi la présidence du CIRTEF;
- Monsieur Charles-Stanislas Bathéas-Mollomb, qui était directeur général de la Radio-Télévision Congolaise au moment de son élection et qui a depuis été promu au poste de secrétaire général à l'Information au Ministère de l'Information du Congo; malheureusement, Monsieur Mollomb n'a pu se joindre à nous à l'occasion de cette rencontre;



- Mademoiselle Imouna Saouli, chef des Relations internationales de la Radiodiffusion-Télévision Tunisienne;
- Monsieur Jean-Claude Michaud, directeur du Service des Affaires internationales et de la Coopération de TéléDiffusion de France;
- Monsieur René Schenker, directeur de la Radio-Télévision Suisse Romande;
- Monsieur Jean Tardif, directeur du cabinet du secrétaire général de l'Agence de coopération culturelle et technique. Je profite de l'occasion pour rendre un hommage particulier à l'Agence qui a joué le rôle de promoteur de la rencontre qui devait donner naissance au CIRTEF.

Nous voilà donc réunis pour constituer le Conseil international des radios-télévisions d'expression française.

Nous répondons ainsi au vœu exprimé unanimement, il y a un an, lors du colloque de juin 1977, par les représentants et responsables de 34 organismes de radiodiffusion.

Les participants à ce colloque ont constaté qu'il n'existe pas d'organisme permettant la coopération multilatérale entre toutes les radios et télévisions qui utilisent la langue française et ils ont recommandé qu'un tel organisme soit mis sur pied.

Dans ce but, ils ont demandé au Bureau élu lors du colloque de rester en fonction et de prendre les dispositions requises en vue de tenir l'assemblée constituante du CIRTEF en 1978. Ils ont de plus chargé l'Office de radio-télévision du Québec et la Société Radio-Canada d'assurer le secrétariat provisoire.

Permettez-moi de vous faire un bref compte rendu du travail qui a été accompli en vertu de ce mandat.

Les coprésidents ont chargé Monsieur Jean-Louis Arcand d'assumer à plein temps les fonctions de secrétaire général provisoire; ils ont demandé à Maître Berbard Benoist, conseiller juridique, de participer à l'élaboration du projet de statuts et ils ont retenu les services d'une secrétaire de direction.

Le secrétariat provisoire a été doté du matériel et des ressources financières requises pour mener à bonne fin ses travaux. Ce secrétariat a en outre bénéficié de l'appui des nombreux spécialistes dont disposent Radio-Canada et Radio-Québec.





Le travail accompli par le secrétariat a été soumis au Bureau provisoire lors d'une première réunion tenue à Genève, les 12, 13 et 14 décembre 1977. Au cours de cette rencontre, le Bureau s'est employé à définir le concept d'ensemble du CIRTEF et à élaborer son mode de financement.

Une seconde réunion du Bureau a eu lieu à Paris, les 3 et 4 avril dernier, pour mettre au point le projet final de statuts, pour établir les prévisions budgétaires et pour déterminer les modalités d'organisation de l'assemblée constituante.

Les documents que nous vous soumettons témoignent de l'engagement et même de la ferveur avec laquelle le Bureau provisoire s'est acquitté de la tâche qui lui a été confiée. Cette tâche, nous la considérons vitale étant donné l'importance de l'organisme de coopération que nous allons mettre sur pied.

Dans la société où nous vivons, la radio et la télévision jouent un rôle primordial. Leur essor prend une dimension qui déborde largement les frontières traditionnelles.

Il en résulte une interaction dont personne n'est exempt et, dans un tel contexte, la coopération multilatérale est la seule voie qui permette à tous de participer au développement d'une nouvelle force affectant notre devenir commun.

Ceux d'entre nous qui ont la chance de disposer de moyens puissants ne sauraient tourner le dos à ceux qui sont moins bien pourvus et ceux-ci ne sauraient rester à l'écart du dialogue international qui se développe par l'entremise de la radio-télévision sans que ne s'accroisse un déséquilibre dont les conséquences sont connues.

Cette forme de coopération s'impose d'autant plus à un groupe de radio-diffuseurs comme le nôtre entre lesquels l'usage d'une langue commune facilite la communication et favorise les échanges de toutes sortes.

C'est pourquoi nous devons mettre le CIRTEF sur pied; un CIRTEF où tous les organismes-membres viennent, sur un pied d'égalité, participer à la définition des objectifs et concevoir les programmes de coopération.

Nous croyons fermement qu'une telle coopération multilatérale, basée sur l'apport de chacun, nous enrichira tous, permettra à nos organismes de mieux s'acquitter de leurs missions respectives et contribuera grandement au développement d'une société universelle équitable.





Vous verrez, par le déroulement de ces assises, que mon collègue Yves Labonté et moi nous sommes divisés le travail. Vu sa solide formation juridique, Monsieur Labonté nous guidera à travers les subtilités des statuts. Je prendrai ensuite la relève pour l'examen des projets que le Conseil pourra entreprendre. J'invite donc Monsieur Labonté à vous présenter le concept d'ensemble du CIRTEF.

Mes chers amis,

AI-je besoin de préciser que le fait d'avoir obtenu la majorité des voix de bienvenue que vient de vous adresser mon collègue de la Société Radio-Canada, c'est avec beaucoup d'enthousiasme et avec une fierté que l'Office de radio-télévision du Québec a été nommé à son poste d'organisateur de ces assises qui nous ont conduits au jour d'aujourd'hui et que l'espérance de tout cœur, donnera naissance à ce qui deviendra un grand chapitre de la coopération internationale.

Mais, pour y arriver, il nous faut des statuts et nous sommes en travail. Il s'agit, pour vous, essentiellement, à partir de projets présentés au Bureau à qui vous en avez confié le mandat en juin 1977, d'adopter des statuts qui constitueront, en quelque sorte, la charte de l'organisme dans vous avez unanimement accepté la tâche. Mais, avant de donner de pleins pieds dans l'étude des statuts, il me semble important d'établir le lien de continuité qui doit exister entre les résolutions du colloque de l'année dernière et les statuts qui sont aujourd'hui présentés à votre considération.

Le secrétariat provisoire, par les communications qu'il nous a fait parvenir, vous a tenus au courant, je crois, des divers documents introduits par le Bureau depuis juin 1977 et mon collègue Raymond Lavoie vient de les rappeler brièvement.

Je ne reviendrai pas sur cet aspect. Je voudrais plutôt attirer votre attention sur ce qu'on pourrait appeler le concept d'adhésion au CIRTEF tel qu'il se dégage des résolutions adoptées à Montréal et dont les statuts doivent nécessairement traduire l'esprit.

La résolution créant le CIRTEF lui fixe les objectifs suivants: (ici je me réfère aux notes de colonne, page 4).



EXPOSÉ SUR

LE CONCEPT D'ENSEMBLE

par Monsieur Yves Labonté,  
président-directeur général de  
l'Office de radio-télévision du Québec

Mes chers amis,

Ai-je besoin de préciser que je fais miennes toutes et chacune des paroles de bienvenue que vient de vous adresser mon collègue de la Société Radio-Canada. C'est avec beaucoup d'enthousiasme et une grande fierté que l'Office de radio-télévision du Québec a été associé aux travaux préparatoires qui nous ont conduits au jour d'aujourd'hui qui, je l'espère de tout coeur, donnera naissance à ce qui deviendra un rouage essentiel de la coopération internationale.

Mais, pour y arriver, il nous faut dès maintenant nous mettre au travail. Il s'agit, pour vous, essentiellement, à partir du projet proposé par le Bureau à qui vous en avez confié le mandat en juin 1977, d'adopter des statuts qui constitueront, en quelque sorte, la charte de l'organisme dont vous avez unanimement souhaité la création. Mais avant de plonger de pleins pieds dans l'étude des statuts, il me paraît essentiel d'établir le lien de continuité qui doit exister entre les résolutions du colloque de l'année dernière et les statuts qui sont aujourd'hui proposés à votre considération.

Le secrétariat provisoire, par les communiqués qu'il vous a fait parvenir, vous a tenus au courant, je crois, des diverses démarches entreprises par le Bureau depuis juin 1977 et mon collègue Raymond David vient de les rappeler brièvement.

Je ne reviendrai pas sur cet aspect. Je voudrais plutôt attirer votre attention sur ce qu'on pourrait appeler le concept d'ensemble du CIRTEF tel qu'il se dégage des résolutions adoptées à Montréal et dont les statuts doivent nécessairement traduire l'esprit.

La résolution créant le CIRTEF lui fixe les objectifs suivants: (ici je me réfère aux actes du colloque, page 42)





- 1) établir un dialogue permanent, ouvert à tous les organismes professionnels de radio et de télévision d'expression française à travers le monde;
- 2) promouvoir entre les membres une large communication d'expériences, d'informations, sur tous les aspects de la radio et de la télévision;
- 3) favoriser de diverses manières la coopération entre les membres, par l'échange et la coproduction d'émissions, par l'assistance mutuelle en matière de production et d'équipement, par la prestation de services d'experts et par l'entraide dans la formation des personnels.

De ces objectifs et des travaux de juin 1977, il ressort clairement que le CIRTEF doit être un lieu de rencontre et de réflexion entre professionnels de la radio et de la télévision. Il doit être ouvert à toutes les radios et télévisions qui, à travers le monde, utilisent la langue française. Enfin, il doit situer son action dans un contexte de coopération multilatérale.

Mais il existe, bien sûr, d'autres organismes de coopération internationale et le problème se pose de savoir comment le CIRTEF va se situer par rapport à eux. Ce problème n'a pas échappé aux délégués du colloque de Montréal. Les actes du colloque précisent, à ce sujet:

- 1) "que l'action du CIRTEF se situe en complément des mécanismes de la coopération bilatérale ou multilatérale entre les États";
- 2) "que l'Agence de coopération culturelle et technique entretient avec le CIRTEF une relation privilégiée, comparable à celle que l'UNESCO entretient avec les organisations non gouvernementales dans le domaine de l'éducation, de la science et de la culture";
- 3) "que les responsables permanents de l'activité du CIRTEF devront veiller à assurer la coordination de ses travaux avec les autres activités internationales intéressant les radiodiffuseurs".





Donc, non pas dédoublement ou remplacement des organismes existants, mais bien insertion dans cet ensemble et complémentarité des actions de coopération. L'action du CIRTEF devra donc s'exercer, chaque fois que cela sera possible, par l'entremise de mécanismes qui existent ou des services dont disposent déjà les radiodiffuseurs.

C'est animé de cet esprit et guidé par les principes que je viens de rappeler brièvement que le Bureau s'est employé à préparer les statuts qu'il propose aujourd'hui à votre approbation.

On a cherché à arrêter une forme d'organisation qui puisse permettre de maintenir le dialogue et de promouvoir la coopération multilatérale tout en évitant de mettre en place une structure trop lourde qui absorberait les ressources disponibles au détriment des véritables programmes de coopération.

Nous vous proposons donc globalement la structure suivante:

L'organe suprême du CIRTEF sera la Conférence générale qui réunira tous les deux ans les délégués des organismes-membres. Ces Conférences générales, tout en présentant une occasion idéale pour échanger des renseignements et communiquer des expériences, seront le lieu de réflexion où l'on pourra définir les besoins, établir les priorités et élaborer les programmes.

La Conférence générale confiera à un Bureau composé de représentants des diverses régions géographiques et culturelles le mandat de donner suite à ses décisions et de veiller à la bonne marche du CIRTEF entre les réunions biennales.

Le CIRTEF sera aussi doté d'une structure permanente "légère", le Secrétariat général, qui coordonnera les programmes, assurera la liaison avec les autres organismes internationaux, planifiera les réunions et maintiendra les communications avec les membres.

Ce Secrétariat général, il faut bien le comprendre, ne sera pas chargé de réaliser les programmes. Il devra, bien sûr, coordonner les activités, mais leur réalisation proprement dite reviendra aux membres; cela nous paraît fondamental pour pouvoir maintenir une structure administrative et opérationnelle légère, souple et la moins coûteuse possible.

Nous prévoyons d'ailleurs que le Secrétariat sera logé dans les locaux d'un organisme-membre qui lui assurera les services auxiliaires requis à un coût forcément moindre que si le Secrétariat devait se doter lui-même de ces services.



Ces considérations m'amènent à traiter de la question importante du financement du CIRTEF.

Nous proposons un système budgétaire double comprenant le budget des activités professionnelles et le budget des projets spécifiques.

Le budget des activités professionnelles, constitué par une cotisation annuelle versée par les membres, servirait entre autres à maintenir le Secrétariat général et à payer les frais de participation des représentants lors des réunions du Bureau, assurant ainsi la continuité des activités. A cette cotisation pourrait s'ajouter une contribution facultative minime à la caisse-voiture; les membres qui y souscriraient n'auraient pas à payer pour les frais de participation de leur chef de délégation aux Conférences générales.

Le budget des projets spécifiques servirait, comme son nom l'indique, à financer les projets du CIRTEF. Il serait alimenté par des fonds provenant soit d'autres organismes internationaux intéressés par nos projets, soit par ceux versés directement par les Etats, soit encore par les contributions volontaires des organismes-membres.

Enfin, avant de terminer cet exposé, j'aimerais ajouter une dernière considération qui me paraît importante: une organisation comme celle que nous voulons mettre sur pieds se doit d'une part d'être dotée de règles assez précises, donc de contraintes.

Mais d'autre part, elle ne saurait donner de résultats valables que dans la mesure où les membres s'engagent librement et je dirai même avec un certain enthousiasme dans les divers programmes qui leur sont proposés.

Nous avons cherché dans les statuts que nous vous proposons à tenir compte de ces deux aspects. C'est pourquoi nous avons tenu à atténuer les contraintes qui découlent forcément des statuts en posant comme principe la règle de l'unanimité pour toutes les décisions importantes que les Conférences générales subséquentes auront à prendre. Les membres qui, pour des raisons qui leur sont propres, ne sauraient se rallier aux décisions de l'ensemble se trouveront alors dégagés des obligations procédant de telles décisions.

Voilà donc, mes chers amis, les grandes lignes du projet que nous vous proposons. Je peux vous assurer que ces statuts sont le fruit d'un travail sérieux de la part du Bureau et de recherches très minutieuses et très poussées effectuées par le Secrétariat provisoire.





Ils ont été rédigés après une étude comparative des statuts de l'U.E.R., de l'URTNA, de l'Association des radiodiffuseurs du Commonwealth britannique, de l'Union des radiodiffuseurs des pays arabes et de l'Union des radiodiffuseurs des pays asiatiques. Ces statuts pourraient être plus simples ou plus complexes, mais votre Bureau croit qu'ils répondent adéquatement aux objectifs que nous nous proposons d'atteindre et permettront un fonctionnement harmonieux et efficace. Nous vous les proposons donc avec confiance et, je dois le dire, une certaine fierté.

- siégeant à Montréal, à l'Hôtel Ritz-Carlton, du 19 au 23 juin 1978, sous la présidence de Monsieur Raymond David, vice-président et directeur général de la Radiodiffusion française de Radio-Canada et de Monsieur Yves Labonté, président-directeur général de l'Office de radio-télévision du Québec et en présence des membres du Bureau mandaté par le Colloque international des radios-télévisions d'expression française pour convoquer ladite assemblée;
- regroupant trente-deux organismes de radiodiffusion dont la liste est portée en annexe à ce procès-verbal et qui ont répondu à la convocation adressée aux organismes de radio-diffusion qui utilisent entièrement ou partiellement la langue française dans leurs programmes nationaux;

#### A PRIS LES DÉCISIONS SUIVANTES:

- l'assemblée constituante adopte les statuts du Conseil International des radios-télévisions d'expression française, qui sont portés en annexe à ce procès-verbal, et fixe son siège à Genève;
- elle admet, le 21 juin 1978, trente et un organismes qui deviennent membres du CIRTEF;
- elle décide d'accepter d'office, avant la première session de la Conférence générale, les organismes admissibles qui en feront la demande;
- elle élit le premier Bureau du CIRTEF qui se compose des organismes-membres suivants:



PROCÈS-VERBAL DES DÉCISIONS  
DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

L'assemblée constituante du CIRTEF:

- siégeant à Montréal, à l'Hôtel Ritz-Carlton, du 19 au 23 juin 1978, sous la présidence de Monsieur Raymond David, vice-président et directeur général de la Radiodiffusion française de Radio-Canada et de Monsieur Yves Labonté, président-directeur général de l'Office de radio-télévision du Québec et en présence des membres du Bureau mandaté par le Colloque international des radios-télévisions d'expression française pour convoquer ladite assemblée;
- regroupant trente-deux organismes de radiodiffusion dont la liste est portée en annexe à ce procès-verbal et qui ont répondu à la convocation adressée aux organismes de radiodiffusion qui utilisent entièrement ou partiellement la langue française dans leurs programmes nationaux;

A PRIS LES DÉCISIONS SUIVANTES:

- l'assemblée constituante adopte les statuts du Conseil international des radios-télévisions d'expression française, qui sont portés en annexe à ce procès-verbal, et fixe son siège à Genève;
- elle admet, le 21 juin 1978, trente et un organismes qui deviennent membres du CIRTEF;
- elle décide d'accepter d'office, avant la première session de la Conférence générale, les organismes admissibles qui en feront la demande;
- elle élit le premier Bureau du CIRTEF qui se compose des organismes-membres suivants:



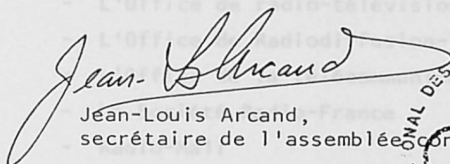


- . à la présidence, l'Office de Radiodiffusion-Télévision du Sénégal;
- . à la première vice-présidence, l'Institut National de l'Audiovisuel;
- . à la vice-présidence, la Radiodiffusion-Télévision Tunisienne, l'Office de radio-télévision du Québec et la Radiodiffusion Nationale du Cameroun;
- . aux postes de représentant,
  - la Radio-Télévision Belge de la Communauté Culturelle Française, l'Office de Radiodiffusion-Télévision du Bénin, la Radiodiffusion Nationale du Burundi, la Radiodiffusion-Télévision Marocaine, la Société Radio-Canada, la Société Radio-France, la Radiodiffusion-Télévision Nationale Centrafricaine, la Radio Nationale de Haïti, la Radiodiffusion-Télévision Voltaïque, la Société France Régions 3 et Radiodiffusion-Télévision Mauricienne;
- sur proposition du Bureau, elle choisit Monsieur Jean-Louis Arcand, de la Société Radio-Canada, pour assumer les fonctions de secrétaire général;
- elle adopte un budget des activités professionnelles totalisant 203 048 francs suisses pour l'exercice partiel de 1978 et 350 000 francs suisses pour l'exercice complet de 1979;
- elle demande à la Société Suisse de Radiodiffusion et Télévision, qui accepte, d'assurer la vérification des comptes;
- elle demande à la Société Radio-Canada et à l'Office de radio-télévision du Québec, qui acceptent, d'abriter le secrétariat jusqu'au moment où le secrétariat général sera installé à Genève;
- elle adopte une résolution, portée en annexe aux présentes, par laquelle elle charge le Bureau de mettre au point des projets spécifiques qui pourront être adoptés par la première session de la Conférence générale;



- elle adopte par acclamation une résolution témoignant sa gratitude au Bureau provisoire et principalement à ses coprésidents ainsi qu'aux gouvernements du Canada et du Québec pour le support généreux qu'ils ont apporté à la création du CIRTEF;
- elle adopte un communiqué final et ce procès-verbal pour rendre compte de ses travaux.

Fait à Montréal, Québec, Canada, ce vingt-troisième jour de juin 1978.

  
Jean-Louis Arcand,  
secrétaire de l'assemblée







LISTE DES 31 ORGANISMES

QUI ONT ADHÉRÉ

LE 21 JUIN 1978

- La Société Française de Production et de Création Audiovisuelle
- La Société Radio-Canada
- La Société française Antenne 2
- La Société France Régions 3
- L'Institut National de l'Audiovisuel (France)
- L'Office Mauritanien de Radiodiffusion et de Cinéma
- L'Office de Radiodiffusion-Télévision du Bénin
- L'Office de radio-télévision du Québec
- L'Office de Radiodiffusion-Télévision du Sénégal
- L'Office de la télécommunication éducative de l'Ontario
- La Société Radio-France
- Radio-Mali
- Radio-Rwanda
- Radio-Seychelles
- Radio Monte-Carlo
- La Radiodiffusion Nationale du Burundi
- La Radiodiffusion Nationale du Cameroun
- La Radiodiffusion Nationale Tchadienne
- La Radio-Télévision Belge de la Communauté Culturelle Française
- La Radiodiffusion-Télévision Nationale Centrafricaine
- La Radio-Télévision Guinéenne
- La Radiodiffusion-Télévision Gabonaise
- La Radiodiffusion-Télévision Marocaine
- La Radiodiffusion-Télévision Mauricienne
- La Radio Nationale de Haïti



- La Radiodiffusion-Télévision de la Nouvelle Marche (Togo)
- La Radiodiffusion-Télévision Tunisienne
- La Radiodiffusion-Télévision Voltaïque
- La Société Française de Production et de Création Audiovisuelle
- La Société Radio-Canada
- La Société Suisse de Radiodiffusion et Télévision
- TéléDiffusion de France
- La Société Télévision Française 1

- reconnaissant que ces organismes devraient participer à la première Conférence générale du CIRTEF en qualité de membre;

#### DÉCIDE

- que ceux de ces organismes qui en feront la demande avant la première Conférence générale sont acceptés d'office au CIRTEF;

#### ET AUTORISE

- le président du CIRTEF ou son fondé de pouvoir à signer, pour et au nom du CIRTEF, l'acte d'adhésion de ces organismes.

Jean-Louis Arcand,  
secrétaire de l'assemblée







RÉSOLUTION ACCEPTANT D'OFFICE  
LES ORGANISMES ADMISSIBLES

L'assemblée constituante du CIRTEF, réunie à Montréal ce 21e jour de juin 1978:

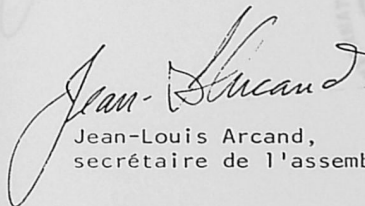
- constatant qu'un certain nombre d'organismes admissibles au CIRTEF n'ont pu participer à cette assemblée et que, dans d'autres cas, le délégué n'était pas habilité à signer immédiatement l'acte d'adhésion;
- reconnaissant que ces organismes devraient participer à la première Conférence générale du CIRTEF en qualité de membre;

DÉCIDE

- que ceux de ces organismes qui en feront la demande avant la première Conférence générale sont acceptés d'office au CIRTEF;

ET AUTORISE

- le président du CIRTEF ou son fondé de pouvoir à signer, pour et au nom du CIRTEF, l'acte d'adhésion de ces organismes.

  
Jean-Louis Arcand,  
secrétaire de l'assemblée constituante





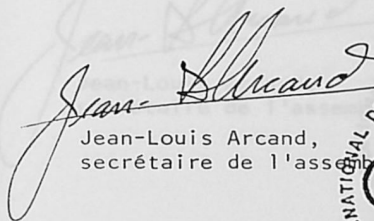
RÉSOLUTION SUR LE CHOIX  
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

L'assemblée constituante du CIRTEF, réunie à Montréal du 19 au 23 juin 1978:

- considérant que le siège du CIRTEF est situé à Genève;
- considérant la disponibilité en Suisse de services compétents de vérification;

DEMANDE

à la Société Suisse de Radiodiffusion et Télévision, membre actif du CIRTEF, de prendre toutes dispositions utiles et nécessaires pour assurer la vérification annuelle des livres et des comptes du CIRTEF.

  
Jean-Louis Arcand,  
secrétaire de l'assemblée constituante





RÉSOLUTION SUR LE MAINTIEN PROVISOIRE  
DU SECRÉTARIAT À MONTRÉAL

L'assemblée constituante du CIRTEF, réunie à Montréal du 19 au 23 juin 1978:

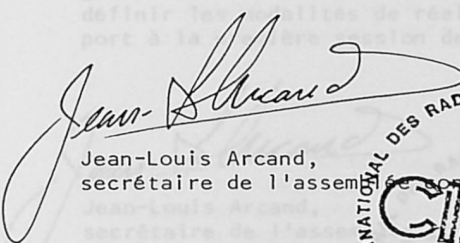
- considérant le temps requis pour mettre sur pied le secrétariat général permanent;

DEMANDE

- constatant qu'un délai est nécessaire pour permettre au secrétaire général de déménager et de s'installer à Genève;

DEMANDE

à la Société Radio-Canada et à l'Office de radio-télévision du Québec d'abriter le secrétariat général jusqu'à ce que le secrétariat de Genève soit en opération.

  
Jean-Louis Arcand,  
secrétaire de l'assemblée constituante







RÉSOLUTION AYANT TRAIT  
AUX PROJETS SPÉCIFIQUES

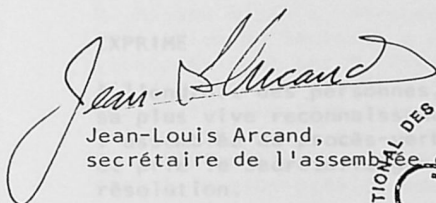
L'assemblée constituante du CIRTEF, réunie à Montréal du 19 au 23 juin 1978, après un échange de vues sur les projets spécifiques:

DEMANDE

à l'ensemble des organismes-membres de faire parvenir au Secrétariat général, avant le premier octobre 1978, un exposé détaillé sur les projets spécifiques qu'ils recommandent au CIRTEF;

DONNE MANDAT

au Bureau du CIRTEF d'examiner les propositions faites au cours de l'assemblée constituante et de recevoir et d'examiner tous les projets qui seront soumis par les organismes d'ici le premier octobre 1978, d'établir les priorités et de constituer des groupes de travail ou de charger des organismes-membres de définir les modalités de réalisation dans le but de faire rapport à la première session de la Conférence générale du CIRTEF.

  
Jean-Louis Arcand,  
secrétaire de l'assemblée constituante





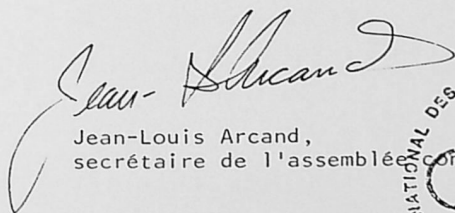
RÉSOLUTION POUR REMERCIER  
LES ORGANISATEURS  
DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

L'assemblée constituante du Conseil international des radios-télévisions d'expression française, réunie à Montréal du 19 au 23 juin 1978:

- considérant le rôle éminent qu'a assumé au cours de l'année écoulée le bureau provisoire élu lors du colloque de juin 1977 et tout particulièrement le travail de ses coprésidents, Monsieur Raymond David, vice-président et directeur général de la Radiodiffusion française de la Société Radio-Canada, et Monsieur Yves Labonté, président-directeur général de l'Office de radio-télédiffusion du Québec;
- considérant l'appui des gouvernements du Canada et du Québec par leurs instances respectives du Secrétariat aux Affaires extérieures et du ministère des Affaires intergouvernementales;
- considérant la collaboration et le support généreux qu'ont assuré l'Office de radio-télédiffusion du Québec et la Société Radio-Canada

EXPRIME

à l'endroit des personnes, gouvernements et organismes ici nommés, sa plus vive reconnaissance, l'inscrit comme vote unanime de l'assemblée au procès-verbal de sa séance plénière du 23 juin 1978 et prie le secrétaire général du CIRTEF de rendre public cette résolution.

  
Jean-Louis Arcand,  
secrétaire de l'assemblée







COMMUNIQUÉ FINAL  
DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

Les représentants de 31 organismes de radio et de télévision venant de l'Afrique, de l'Europe, de l'Océan Indien, des Antilles et d'Amérique, ont constitué à Montréal, le Conseil international des radios-télévisions d'expression française, qui sera connu sous le sigle CIRTEF.

Premier organisme international ayant pour but de susciter les échanges professionnels, l'assistance mutuelle en matière de formation, de technique, de production et de programmation et la coopération multilatérale entre tous les organismes de radio ou de télévision qui, à travers le monde, utilisent entièrement ou partiellement la langue française dans leurs programmes nationaux ou régionaux, le CIRTEF entend promouvoir par son action le progrès de ces médias qui sont essentiels au développement de la société. Il se veut un complément aux organismes existants.

Au cours de la réunion de l'assemblée constituante, tenue à Montréal du 19 au 23 juin 1978, les délégués ont adopté, dans un climat d'entente et de coopération, les statuts du CIRTEF et ils ont établi une première liste de projets de coopération. Ils ont en outre décidé de faire rapidement un inventaire des besoins et ils ont chargé le Bureau du CIRTEF d'établir des priorités.

M. Assane N'Diaye, directeur général de l'Office de Radiodiffusion-Télévision du Sénégal, a été élu président du CIRTEF. Le premier vice-président est M. Pierre Fromentin, de l'Institut National de l'Audiovisuel (France) alors que Mlle Imouna Saouli, de la Radiodiffusion-Télévision Tunisienne, ainsi que M. Richard Ekoka Sam Ewandé, de la Radiodiffusion Nationale du Cameroun, et M. André de Bellefeuille, de l'Office de radio-télévision du Québec, ont été élus à la vice-présidence.



M. Jean-Louis Arcand, de la Société Radio-Canada, qui depuis un an a assumé à titre provisoire cette fonction, a été choisi comme secrétaire général du CIRTEF. Le siège de l'organisme a été fixé à Genève et la Société Suisse de Radiodiffusion et Télévision en sera l'hôte. La première Conférence générale du CIRTEF aura lieu en juin 1979, à Dakar, au Sénégal.

Montréal, le 23 juin 1978

*Jean-Louis Arcand*  
Jean-Louis Arcand,  
secrétaire de l'assemblée consultante

(N.) Directeur général  
Office de Radiodiffusion  
C.P. 366  
Ottawa



#### BURUNDI

(N.) GABORIEU, Arbanans  
Directeur général  
Radiodiffusion Nationale du Burundi (R.N.B.)  
C.P. 1900  
Bujumbura

#### CAMEROUN

(N.) EKOUA SAN EMMÉ, Richard  
Conseiller technique du Ministère de l'Information et de la Culture  
Radiodiffusion Nationale du Cameroun (R.N.C.)  
C.P. 281  
Yaoundé

#### CANADA

(N.) DAVID, Raymond  
Vice-président et directeur général de la  
Radiodiffusion Française  
Société Radio-Canada (S.R.C.)  
1400 est, boulevard Dorchester  
Montréal, Québec  
H2L 2H2



LISTE DES PARTICIPANTS

(AU 23 JUIN 1978)

BELGIQUE

(M.) MIGNON, Jean-Charles  
Chef du Centre de production international  
Radio-Télévision Belge de la Communauté  
Culturelle Française (R.T.B.F.)  
52, boulevard Reyers  
1040 Bruxelles

BÉNIN

(M.) AMOUSSOU, Gualbert  
Directeur général  
Office de Radiodiffusion-Télévision du Bénin (O.R.T.B.)  
C.P. 366  
Cotonou

BURUNDI

(M.) GAHUNGU, Athanase  
Directeur général  
Radiodiffusion Nationale du Burundi (R.N.B.)  
C.P. 1900  
Bujumbura

CAMEROUN

(M.) EKOKA SAM EWANDÉ, Richard  
Conseiller technique du Ministre de l'Information et de la Culture  
Radiodiffusion Nationale du Cameroun (R.N.C.)  
C.P. 281  
Yaoundé

CANADA

(M.) DAVID, Raymond  
Vice-président et directeur général de la  
Radiodiffusion française  
Société Radio-Canada (S.R.C.)  
1400 est, boulevard Dorchester  
Montréal, Québec  
H2L 2M2





CANADA (suite)

(M.) LABONTÉ, Yves  
Président-directeur général  
Office de radio-télévision du Québec (O.R.T.Q.)  
1000, rue Fullum  
Montréal, Québec  
H2K 3L7

(M.) LACROIX, Léo-F.  
Directeur général  
Division des services français  
Office de la télécommunication éducative  
de l'Ontario (O.T.É.O.)  
C.P. 200, succursale Q  
Toronto, Ontario  
M4T 2T1

(M.) LANDRY, Jacques  
Directeur général adjoint de la  
Radiodiffusion française  
Société Radio-Canada (S.R.C.)  
1400 est, boulevard Dorchester  
Montréal, Québec  
H2L 2M2

(M.) de BELLEFEUILLE, André  
Directeur des Relations internationales  
Office de radio-télévision du Québec (O.R.T.Q.)  
1000, rue Fullum  
Montréal, Québec  
H2K 3L7

CENTRAFRICAIN (EMPIRE)

(M.) MAGBA-TOTAMA, Chérubin-R.  
Directeur des programmes  
Radiodiffusion-Télévision Nationale Centrafricaine (R.T.N.C.)  
C.P. 940  
Bangui

Yves  
Directeur général  
Radio-télévision du Québec (0.R.T.Q.)  
Vieux  
Québec

Mr. Léo-F.  
Général  
des services français  
la radio-communication éducative  
Radio (0.R.T.Q.)  
Québec  
Radio

Mr. Jacques  
Général adjoint de la  
diffusion française  
Radio-Canada (0.R.C.)  
Boulevard Dorchester  
Québec

BELLEFEUILLE, André  
des Relations internationales  
Radio-télévision du Québec (0.R.T.Q.)  
Vieux  
Québec

WILKIN (EMPLOYE)

22-10144, C-10144-8  
des programmes  
Radio-télévision nationale canadienne (0.R.C.)

FRANCE

(M.) ERNOULT, Claude  
 Directeur adjoint de Radio-France Internationale  
 Radio-France  
 116, avenue du Président-Kennedy  
 75786 Paris, Cédex 16

(M.) VILLENEUVE, Robert  
 Chef du service des Relations internationales  
 Télévision Française 1 (T.F. 1)  
 17, rue l'Arrivée  
 75737 Paris, Cédex 15

(M.) QUOIREZ, Jacques  
 Directeur adjoint chargé des Relations extérieures  
 et des Relations publiques  
 Antenne 2 (A2)  
 5, rue Montessuy  
 75341 Paris, Cédex 07

(M.) COUSIN, Bertrand  
 Secrétaire général  
 France Régions 3 (F.R. 3)  
 116, avenue du Président-Kennedy  
 75786 Paris, Cédex 16

(M.) de PERIER, François-Xavier  
 Responsable des Affaires internationales  
 France Régions 3 (F.R. 3)  
 116, avenue du Président-Kennedy  
 75786 Paris, Cédex 16

(M.) MICHAUD, Jean-Claude  
 Directeur du service des Affaires internationales  
 et de la Coopération  
 TéléDiffusion de France (T.D.F.)  
 21-27, rue Barbès  
 92120 Montrouge  
 Paris





FRANCE (suite)

(M.) FROMENTIN, Pierre  
 Directeur de l'action internationale et de  
 la formation professionnelle  
 Institut National de l'Audiovisuel (I.N.A.)  
 21-23, boulevard Jules-Ferry  
 75011 Paris

(M.) NAKACHE, Jacques  
 Directeur chargé des Relations internationales  
 Société Française de Production et de Création  
 Audiovisuelle (S.F.P.)  
 36, rue des Alouettes  
 75019 Paris

GABON

(M.) ÉBANG, Grégoire-Edzang  
 Conseiller technique du directeur général  
 Radiodiffusion-Télévision Gabonaise (R.T.G.)  
 C.P. 10150  
 Libreville

(M.) MATHIEU, Claude  
 Conseiller technique  
 Radiodiffusion-Télévision Gabonaise (R.T.G.)  
 C.P. 10150  
 Libreville

GUINÉE

(M.) KANTÉ, Diao  
 Directeur général  
 Radio-Télévision Guinéenne (R.T.G.)  
 C.P. 617  
 Conakry

HAÏTI

(M.) MATHIEU, Rémy  
 Directeur général  
 Radio Nationale de Haïti (R.N.H.)  
 Rue du Magasin de l'État  
 Port-au-Prince



HAUTE-VOLTA

(M.) OUÉDRAOGO, Jean-Modeste  
Directeur général  
Radiodiffusion-Télévision Voltaïque (R.T.V.)  
C.P. 7029  
Ouagadougou

LUXEMBOURG

(M.) JUNGERS, Jacques  
Secrétaire général  
Radio-Télévision Luxembourg (R.T.L.)  
C.P. 1002  
Villa Louvigny

MALI

(M.) AMADOU, Kamir Oumbiad  
Conseiller technique  
Radio-Mali  
C.P. 171  
Bamako

MAROC

(M.) BEKKALI, Abdellatif  
Sous-directeur chargé de la Télévision  
Radiodiffusion-Télévision Marocaine (R.T.M.)  
1, Zahkat Al-Brihi  
Rabat

MAURICE (ILE)

(M.) RAMUDHIN, Basdeo  
Directeur général adjoint  
Radiodiffusion-Télévision Mauricienne (R.T.M.)  
C.P. 48  
Curepipe

MAURITANIE

(M.) YALL, Zacharia  
Attaché à la direction  
Office Mauritanien de Radiodiffusion (O.M.R.)  
C.P. 200  
Nouakchott



MONACO

(M.) GAUTHIER, Jean  
Directeur des programmes  
Radio Monte-Carlo (R.M.C.)  
C.P. 128  
Monte-Carlo

RWANDA

(M.) HIGIRO, Jean-Marie-Vianney  
Directeur  
Radio-Rwanda  
C.P. 83  
Kigali

SÉNÉGAL

(M.) N'DIAYE, Assane  
Directeur général  
Office de Radiodiffusion-Télévision du Sénégal (O.R.T.S.)  
C.P. 1765  
Dakar

SEYCHELLES

(M.) BONNELAME, Jérémie  
Directeur de l'Information  
Radio-Seychelles  
C.P. 321  
Victoria, Ile Mahé

SUISSE

(M.) SCHENKER, René  
Directeur de la Radio-Télévision Suisse Romande  
Société Suisse de Radiodiffusion et  
Télévision (S.S.R.T.)  
6, avenue de la Gare  
1001 Lausanne





LISTE DES OBSERVATEURS

TCHAD

(M.) BASSOUNDA, Ndikibeulngar  
Directeur  
Radiodiffusion Nationale Tchadienne (R.N.T.)  
C.P. 892  
N'Djamena

TOGO

(M.) AMEDEGNATO, Kokou  
Directeur de Radio-Lomé  
Radiodiffusion-Télévision de la Nouvelle Marche (R.T.N.M.)  
C.P. 434  
Lomé

TUNISIE

(Mlle) SAOULI, Imouna  
Chef du service de la Coopération et  
des Relations extérieures  
Radiodiffusion-Télévision Tunisienne (R.T.T.)  
71, avenue de la Liberté  
Tunis

(M.) TARDIF, Jean  
Directeur du cabinet du secrétaire général  
Agence de coopération culturelle et technique (A.C.C.T.)  
19, avenue de Massine  
Paris 75008

FRANCE

(M.) TATE, Paul  
B000F1L  
C.P. 3668  
Lafayette, Louisiane  
ETATS-UNIS 70502

TCHAD

(M.) BASSOUNDA, Njikibengar  
 Directeur  
 Radiodiffusion Nationale Tchadienne (R.N.T.)  
 C.P. 892  
 N'Djamena

TOGO

(M.) AMEDZATO, Koku  
 Directeur de Radio-Lomé  
 Radiodiffusion-Télévision de la Nouvelle Marche (R.N.M.)  
 C.P. 434  
 Lomé

TUNISIE

(Mlle) SAOUL, Imene  
 Chef du service de la Coopération et  
 des Relations extérieures  
 Radiodiffusion-Télévision Tunisienne (R.T.T.)  
 71, avenue de la Liberté  
 Tunis

LISTE DES OBSERVATEURS

(AU 23 JUIN 1978)

(M.) CRÉPEAU, Jean-Claude  
Chargé d'études développement éducation  
Agence de coopération culturelle et technique (A.C.C.T.)  
19, avenue de Messine  
Paris 75008  
FRANCE

(Mme) DUCHATEAU, Odette  
Secrétaire générale  
Communauté radiophonique des programmes  
de langue française (C.R.P.L.F.)  
116, avenue du Président-Kennedy  
75786 Paris, Cédex 16  
FRANCE

(M.) DUGAS, Jean-Marie  
Président  
Communauté des télévisions francophones (C.T.F.)  
1400 est, boulevard Dorchester  
Montréal, Québec  
CANADA H2L 2M2

(M.) TARDIF, Jean  
Directeur du cabinet du secrétaire général  
Agence de coopération culturelle et technique (A.C.C.T.)  
19, avenue de Messine  
Paris 75008  
FRANCE

(M.) TATE, Paul  
CODOFIL  
C.P. 3668  
Lafayette, Louisiane  
ÉTATS-UNIS 70502

LISTE DES OBSERVATEURS  
(AU 23 JUIN 1978)

(M.) CRÉPEAU, Jean-Claude  
Chargé d'études développement éducation  
Agence de coopération culturelle et technique (A.C.C.T.)  
19, avenue de Messine  
Paris 75008  
FRANCE

(Mme) DUCHATEL, Odette  
Secrétaire générale  
Communauté radiophonique des programmes  
de langue française (C.R.P.L.F.)  
116, avenue du Président-Kennedy  
75786 Paris, Cédex 16  
FRANCE

(M.) BUGAS, Jean-Marie  
Président  
Communauté des télévisions francophones (C.T.F.)  
1409 est, boulevard Dorchester  
Montréal, Québec  
CANADA H2L 2M2

(M.) TARDIF, Jean  
Directeur du cabinet du secrétaire général  
Agence de coopération culturelle et technique (A.C.C.T.)  
19, avenue de Messine  
Paris 75008  
FRANCE

(M.) TATE, Paul  
COORDONNATEUR  
C.P. 3868  
Lafayette, Louisiane  
ÉTATS-UNIS 70502



LISTE DES DÉLÉGUÉS SPÉCIAUX

DES ORGANISMES-HÔTES

(AU 23 JUIN 1978)

(M.) BUZARÉ, Gilbert  
Vice-président à l'Administration  
Office de radio-télévision du Québec (O.R.T.Q.)  
1000, rue Fullum  
Montréal, Québec  
CANADA H2K 3L7

(M.) CARON, Claude  
Vice-président à l'Exploitation  
Office de radio-télévision du Québec (O.R.T.Q.)  
1000, rue Fullum  
Montréal, Québec  
CANADA H2K 3L7

(M.) HÉBERT, Laurier  
Chef des Relations internationales - télévision  
Société Radio-Canada (S.R.C.)  
1400 est, boulevard Dorchester  
Montréal, Québec  
CANADA H2L 2M2

(M.) MERCIER, Claude  
Chef des Relations internationales - radio  
Société Radio-Canada (S.R.C.)  
1400 est, boulevard Dorchester  
Montréal, Québec  
CANADA H2L 2M2

(M.) ROBERT, Claude  
Directeur de la Télévision  
Office de radio-télévision du Québec (O.R.T.Q.)  
1000, rue Fullum  
Montréal, Québec  
CANADA H2K 3L7



(Mme) ZIMMERMAN, Betty  
Vice-présidente intérimaire aux Relations publiques  
Société Radio-Canada (S.R.C.)  
1500, avenue Bronson  
Ottawa, Ontario  
CANADA K1G 3J5

(Mme) GAGNON, Louis  
Secrétaire de l'Assemblée constituante

(Mme) BENOIST, Bernard  
Conseiller juridique

(Mlle) TERRAULT, Lucie  
Secrétaire exécutive

(Mlle) ALLARD, Cécile  
Responsable de la coordination

(Mlle) LABERGE, Thérèse  
Responsable des hôtesse

(M.) PÂQUET, Philippe  
Responsable des Relations publiques

(Mme) ASSELIN, Carole  
Secrétaire

(Mme) ORSALI, Cécile  
Secrétaire

(Mlle) DESJARLAIS, Francine  
Hôtesse

(Mlle) THIBODEAU, Pierrette  
Hôtesse



SECRÉTARIAT DE  
L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

(M.) ARCAND, Jean-Louis  
Secrétaire de l'assemblée constituante

(Me) BENOIST, Bernard  
Conseiller juridique

(Mlle) TERRIAULT, Lucie  
Secrétaire exécutive

(Mlle) ALLARD, Cécile  
Responsable de la coordination

(Mlle) LABERGE, Thérèse  
Responsable des hôtesse

(M.) PÂQUET, Philippe  
Responsable des Relations publiques

(Mme) ASSELIN, Carole  
Secrétaire

(Mme) ORSALI, Cécile  
Secrétaire

(Mlle) DESJARLAIS, Francine  
Hôtesse

(Mlle) THIBODEAU, Pierrette  
Hôtesse



CINÉ

20, quai Ernest-Ansermet  
Case postale 234  
1211 Genève 8, Suisse  
Tél. 022/28 12 11  
Télex 428 274 CIRT CH